

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 91 — 170

10 DECEMBRE 1990. — Arrêté royal fixant le montant de la rémunération forfaitaire et fictive journalière afférente à l'année 1989 à prendre en considération pour le calcul de la pension de retraite des travailleurs frontaliers et saisonniers et de la pension de survie de leur conjoint survivant

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 25, alinéa 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 24 janvier 1974, 20 septembre 1984 et 4 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 54;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que des mesures doivent être prises sans délai pour assurer la continuité du calcul et de la liquidation des pensions du régime des travailleurs salariés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La rémunération forfaitaire et fictive journalière à prendre en considération pour les journées d'activité et pour les journées assimilées à des journées d'activité lors du calcul de la pension de retraite des travailleurs frontaliers et saisonniers et de la pension de survie de leur conjoint survivant est fixée pour l'année 1989 à :

2 723 francs pour les hommes;

1 817 francs pour les femmes.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1990.

Art. 3. Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 1990.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,

G. MOTTARD

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Mme L. DETIEGE

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 91 — 170

10 DECEMBER 1990. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de dagelijkse forfaitaire en fictieve bezoldiging met betrekking tot het jaar 1989 in aanmerking te nemen voor de berekening van het rustpensioen van de grens- en seizoenwerknemers en van het overlevingspensioen van hun langstlevende echtgenoot

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 25, eerste lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 januari 1974, 20 september 1984 en 4 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 54;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dringend maatregelen moeten worden genomen om de continuïteit in de berekening en vaststelling van de pensioenen in de werknemersregeling te verzekeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De dagelijkse forfaitaire en fictieve bezoldiging, in aanmerking te nemen voor de arbeidsdagen en voor de met arbeidsdagen gelijkgestelde dagen met het oog op de berekening van het rustpensioen van de grens- en seizoenwerknemers en van het overlevingspensioen van hun langstlevende echtgenoot is voor het jaar 1989 vastgesteld op :

2 723 frank voor de mannen;

1 817 frank voor de vrouwen.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990

Art. 3. Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 december 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

G. MOTTARD

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

Mevr. L. DETIEGE

F. 91 — 171

10 DECEMBRE 1990. — Arrêté royal relatif à la rente allouée aux enfants, petits-enfants, frères et sœurs handicapés d'une personne victime d'un accident du travail

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 19, alinéa 3, inséré par la loi-programme du 22 décembre 1989;

N. 91 — 171

10 DECEMBER 1990. — Koninklijk besluit betreffende de rente aan gehandicapte kinderen, kleinkinderen, broers en zusters, van de door een arbeidsongeval getroffen persoon

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 19, derde lid, ingevoegd bij de programmawet van 22 december 1989;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des accidents du travail émis le 21 mai 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les ayants droit visés à l'article 19, alinéa 3, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail conservent le droit à une rente aux conditions suivantes :

1^o Etre atteint d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale de 66 % au moins en raison d'une ou de plusieurs affections.

L'insuffisance ou la diminution de cette capacité est constatée suivant le « Barème officiel belge des invalidités », approuvé par l'arrêté du Régent du 12 février 1946.

Si l'ayant droit est atteint de plus d'une affection, son insuffisance ou sa diminution de capacité est calculée conformément au mode de calcul prescrit par le barème précité pour plusieurs affections.

2^o Cette insuffisance ou diminution de capacité physique ou mentale doit avoir pris cours avant que l'ayant droit ait cessé d'être bénéficiaire des allocations familiales pour avoir atteint la limite d'âge prévue aux articles 62 et 63 des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939.

Art. 2. L'insuffisance ou la diminution de capacité physique ou mentale de 66 % au moins est constatée par le médecin visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 décembre 1973 fixant le mode de constatation de l'incapacité de certaines personnes pour l'application des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Art. 3. La demande de constatation de l'insuffisance ou de la diminution de la capacité physique ou mentale de 66 % au moins est introduite auprès du service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité soit par l'ayant droit, soit par l'assureur qui est redevable de la rente.

Art. 4. Sont dispensés de la demande visée à l'article 3 du présent arrêté, les ayants droits :

1) dont l'insuffisance ou la diminution de la capacité physique ou mentale de 66 % au moins a déjà été constatée en application soit de l'article 2 de l'arrêté royal du 12 novembre 1987 fixant les conditions auxquelles un enfant handicapé doit satisfaire pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, soit de l'article 2 de l'arrêté royal du 12 novembre 1987 fixant les conditions dans lesquelles les allocations familiales sont octroyées en faveur de l'enfant handicapé visé à l'article 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

2) et qui transmettent à titre justificatif à l'assureur qui paie la rente un certificat délivré par l'organisme compétent en matière d'allocations familiales.

Art. 5. La rente n'est plus due lorsqu'il a été constaté qu'un nouvel élément se rapportant à l'état d'incapacité de l'ayant droit a pour effet que la condition visée à l'article 1^{er}, 1^o, du présent arrêté n'est plus remplie.

Toutefois, la rente est à nouveau due lorsqu'il a été constaté que l'évolution du même état d'incapacité de l'ayant droit a pour effet que la condition fixée à l'article 1^{er}, 1^o, du présent arrêté est à nouveau remplie.

L'assureur ou l'ayant droit peut à tout moment introduire la demande visée à l'article 3 du présent arrêté pour faire vérifier si la condition visée à l'article 1^{er}, 1^o, du présent arrêté est remplie.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1987.

Art. 7. Le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 1990.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen van 21 mei 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

- Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij artikel 19, derde lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 bedoelde rechthebbenden behouden het recht op een rente onder de volgende voorwaarden :

1^o Voor tenminste 66 % getroffen zijn door een ontoereikendheid of een vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

De ontoereikendheid of de vermindering van deze geschiktheid wordt vastgesteld volgens de « Officiële Belgische Schaal ter bepaling van de graad van invaliditeit », goedgekeurd bij besluit van de Regent van 12 februari 1946.

Indien de rechthebbende getroffen is door meer dan één aandoening wordt zijn ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid berekend overeenkomstig de bij voormelde schaal vastgestelde berekeningswijze voor verscheidene aandoeningen.

2^o Deze ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid moet een aanvang genomen hebben vóór alee de rechthebbende heeft opgehouden rechtgevend te zijn op kinderbijslag wegens het bereiken van de leeftijdsgrens, zoals bepaald in de artikelen 62 en 63 van de bij het koninklijk besluit van 19 december 1939 gecoördineerde kinderbijslagwetten voor werknemers.

Art. 2. De ontoereikendheid of de vermindering van de lichamelijke of geestelijke geschiktheid voor tenminste 66 % wordt vastgesteld door de geneesheer, bedoeld in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 18 december 1973 tot bepaling van de wijze waarop de ongeschiktheid van sommige personen wordt vastgesteld voor de toepassing van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers.

Art. 3. De aanvraag tot vaststelling van de ontoereikendheid of de vermindering van de lichamelijke of geestelijke geschiktheid voor tenminste 66 % wordt bij de dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering ingediend, hetzij door de rechthebbende, hetzij door de verzekeraar die de rente verschuldigd is.

Art. 4. Worden vrijgesteld van de bij artikel 3 van dit besluit bedoelde aanvraag, de rechthebbenden :

1) van wie de ontoereikendheid of de vermindering van de lichamelijke of geestelijke geschiktheid voor tenminste 66 % reeds is vastgesteld in toepassing van hetzij artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan een gehandicapt kind moet voldoen om de kinderbijslag te genieten bij toepassing van artikel 47 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, hetzij artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 november 1987 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het gehandicapt kind, bedoeld in artikel 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

2) en die ten bewijze daarvan aan de verzekeraar die de rente uitbetaalt, een getuigschrift overmaken, afgeleverd door de bevoegde kinderbijslaginstelling.

Art. 5. De rente is niet meer verschuldigd wanneer is vastgesteld dat een nieuw element in de ongeschiktheidstoestand van de rechthebbende tot gevolg heeft dat niet meer aan de voorwaarde, bedoeld bij artikel 1, 1^o, van dit besluit wordt voldaan.

De rente is evenwel opnieuw verschuldigd wanneer is vastgesteld dat de evolutie van dezelfde ongeschiktheidstoestand van de rechthebbende tot gevolg heeft dat opnieuw aan de voorwaarde, bepaald bij artikel 1, 1^o, van dit besluit wordt voldaan.

De verzekeraar of de rechthebbende kan op elk ogenblik de aanvraag, bedoeld in artikel 3 van dit besluit, indienen om te laten nagaan of aan de voorwaarde, bepaald bij artikel 1, 1^o van dit besluit wordt voldaan.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang vanaf 1 juli 1987.

Art. 7. De Minister die de Sociale Voorzorg onder zijn bevoegdheid heeft is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 december 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN